

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 29/08/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERME EOLIENNE DES BREUILS**

CSS 95893  
2 rue du Libre Echange  
31100 Toulouse

Références : 392/2025  
Code AIOT : 0010013201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DES BREUILS implanté lieu dit 45170 Aschères-le-Marché. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'effectue dans le cadre d'une opération coup de poing menée par la subdivision qui est axée majoritairement sur le volet biodiversité des parcs éoliens (suivi environnementaux, bridage...).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME EOLIENNE DES BREUILS

- lieu dit 45170 Aschères-le-Marché
- Code AIOT : 0010013201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ferme éolienne des Breuils est constituée de 4 éoliennes mises en service le 08 mars 2023.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 25/06/2025, article R. 512-69	Sans objet
4	Respect du bridage	AP Complémentaire du 13/07/2021, article 2.3	Sans objet
5	Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
6	Conformité balisage navigation aérienne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
7	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débiter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

#### **Constats :**

Le parc éolien des Breuils a été mis en service en 2023.

A la suite du premier suivi environnemental de mise en service (daté de 2023), un autre suivi environnemental a été réalisé (en 2024) afin de respecter l'arrêté d'autorisation du 13 juillet 2021. Ce dernier est un suivi « rapaces » comprenant notamment la recherche de nid de busards, il devra se poursuivre en 2025.

Tous les rapports de suivis environnementaux ont été transmis à la DREAL.

Le dernier rapport de suivi de mortalité a été réalisé par le bureau d'étude Biotope et est daté de janvier 2024.

Dans le rapport sont bien présentes les données suivantes :

- le nombre d'individus morts retrouvés
- le type d'espèces si identifiable

Le rapport est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le Ministère.

Le rapport est conclusif, avec la présence d'un impact non significatif pour les oiseaux. Il existe cependant un enjeu « rapaces » sur et aux abords du parc éolien des Breuils, le secteur étant attractif pour ce groupe d'espèces notamment en période de reproduction. Pour les chiroptères, l'impact du parc est non significatif, le bridage présent étant jugé satisfaisant.

**Constat : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données brutes

**Prescription contrôlée :**

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par

l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

**Constats :**

L'exploitant fournit le certificat DEPOBIO pour le suivi de l'année 2023.

**Constat : pas d'écarts constatés.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Mortalité espèce protégée**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/06/2025, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Pour le suivi réalisé en 2023, a été constaté dans le rapport la mortalité des individus suivants : le Roitelet à triple bandeau (2 individus) et un passereau indéterminé (possiblement cochevis ou alouette ; impossible de déterminer exactement avec le peu d'indices retrouvé). La seule espèce de chiroptères retrouvée est la Pipistrelle commune (1 individu) en début de suivi. Aucune mortalité d'espèce devant faire l'objet d'une déclaration d'accident/incident n'a été constatée.

L'exploitant fournit sa procédure « découverte cadavres oiseaux ou chiroptères ». Elle contient les mesures permettant d'identifier les cadavres dans le cas où il aurait disparu avant l'arrivée de bureau d'étude (par une prise de photographie). Elle stipule aussi d'envoyer la fiche incidence faune volante à la DREAL sous 48h depuis le jour de la découverte du cadavre.

En revanche, cette procédure n'indique pas les délais d'intervention des bureaux d'études ni l'organisation de ceux-ci pour le prélèvement et l'analyse des cadavres (qui doivent respecter les articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement.

Sur le terrain, l'inspection constate l'absence de cadavres au pied des éoliennes E1 et E2.

**Constat : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 4 : Respect du bridage

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/07/2021, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune

**Prescription contrôlée :**

Les 4° et 5° alinéas de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2017 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le suivi environnemental est réalisé conformément aux dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé et aux dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version en vigueur.

La fréquence minimale de passage est d'un passage par semaine sur l'ensemble de la période de bridage. Un bridage consistant en l'arrêt des quatre aérogénérateurs est mis en œuvre comme suit :

- du 1er juin au 15 octobre, de 30 minutes avant le coucher du soleil à 4 heures après, pour des vitesses de vent inférieures à 8,5 m/s, pour une température supérieure à 13°C et en cas d'absence de pluie (valeurs mesurées à hauteur de nacelle).

La mise en place effective du plan de bridage des aérogénérateurs doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a donné accès au SCADA des aérogénérateurs afin de vérifier la bonne mise en place du bridage.

Par sondage, l'inspection a vérifié si le bridage était en place aux dates suivantes : le 10 juillet 2024 et le 17 août 2024. Le bridage est bien en place pour ces deux dates, avec tous les paramètres requis.

**Constat : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 5 : Brûlage à l'air libre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, l'inspection constate une absence de brûlage à proximité des éoliennes E1 et E2. <b>Constat : pas d'écarts constatés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Conformité balisage navigation aérienne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  Par contrôle visuel, l'inspection constate que le balisage des éoliennes est fonctionnel pour l'ensemble du parc et est synchronisé.  <b>Constat : pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Accès aux aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'accès aux éoliennes E1 et E2 est bien fermé à clés.  <b>Constat : pas d'écart constaté.</b>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 8 : Panneau et identification mât**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Affichage public

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence de panneaux d'identification des mâts pour les machines E1 et E2.

Ces panneaux présentent des pictogrammes et des caractères qui sont lisibles. Ils sont positionnés sur le chemin d'accès des éoliennes.

Sur les panneaux d'identification, sont présentes les informations suivantes :

- Les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale
- L'interdiction de pénétrer dans l'éolienne
- Les mises en garde face aux risques d'électrocution et de chute de glace.

De plus, chacun des aérogénérateurs contrôlés (E1 et E2) est identifié par un numéro lisible sur son mât, qui correspond à celui indiqué sur les panneaux d'identification.

**Constat : pas d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite